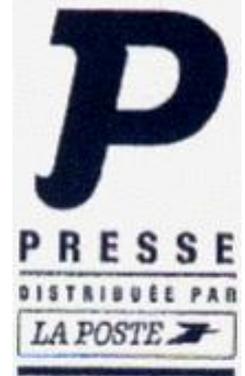


Dispensé de timbrage

CARCASSONNE CTC

Unitaire 11

Bimestriel N°91 Août-Septembre 2010 Prix du N° : 0,75 euros Abt : 3 euros



Bulletin de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire)

Section de l'Aude 22 bis, boulevard de Varsovie 11000 CARCASSONNE

fsu.aude@wanadoo.fr ou fsu11@fsu.fr

Déposé le 01/09/10

**Mobilisation générale !
le 6 septembre, grève pour l'Éducation,
le 7 septembre, tous dans la rue pour les retraites.**

Sur le plan politique, la révélation amplifiée des liens entre le pouvoir et les milieux financiers et d'affaires a occupé l'actualité d'une bonne partie de l'été. Dans le même temps le pouvoir a cherché à détourner l'attention de l'opinion de ces affaires et des exigences sociales avec la mise en avant de propositions sécuritaires, xénophobes, voire anticonstitutionnelles, aujourd'hui condamnées et rejetées de toute part, y compris au plan international.

Sur le plan social, le mécontentement est présent dans tous les secteurs d'activité. Il s'est traduit par de multiples initiatives qui ont ponctué l'été. Après l'échec électoral du printemps, le président de la République est au plus bas dans les sondages, mais conforté dans la partie la plus droite de son électorat. La crise économique et sociale fait le lit de l'extrême droite notamment dans les catégories les plus défavorisées de la société.

Mais si le pouvoir est politiquement en difficulté, face à la majorité de la population mais également dans son propre camp, il est aussi totalement arc-bouté pour aller au bout de son projet politique. Les choix budgétaires, notamment pour les services publics, la politique d'austérité engagée sont au cœur des préoccupations et des luttes sociales de cette rentrée.

L'actualité est centrée sur le dossier emblématique des retraites auquel il nous faut lier ceux des salaires et de l'emploi. La FSU et ses alliés continueront d'agir pour le retrait du projet de loi et pour d'autres mesures, alternatives, notamment en terme de financements, pour pérenniser et développer les retraites par répartition et le code des pensions civiles. Pour la FSU, obtenir le retrait du texte de loi ne peut être une fin en soi. La bataille qui est engagée, et que nous devons gagner, doit permettre aux retraites par répartition d'être financées, notamment par la relance de l'emploi et des salaires, la mise à contribution des revenus financiers à hauteur des revenus salariaux, d'apporter une réponse sur le plan de la pénibilité du travail, de rétablir l'égalité entre les hommes et les femmes, de prendre en compte le temps des études, du chômage et de la précarité, d'apporter une réponse au travail des seniors et à l'entrée des jeunes dans le travail...

La FSU-11 appelle donc les personnels à entrer dans cette campagne de mobilisation qui doit être d'une ampleur exceptionnelle. Elle est indispensable pour peser dans le rapport de force dans les jours et les semaines à venir, et son issue pèsera également lourd sur les décisions prises dans les mois, voire les années futures.

Philippe DÉCHAUD

Siège social :

FSU 11
22 bis, Bd de Varsovie
11000 CARCASSONNE
Tél.Fax : 04 68 25 54 23
Directeur de la
Publication
Gilbert SARTORÉ
Commission paritaire
N° 0710 S 07452
ISSN 1250-0224
Imprimé par nos soins

SOMMAIRE

- 1- Éditorial.
- 2- Grève le 6 et le 7 septembre pour l'Éducation, l'emploi, les salaires et les retraites.
- 3- Appel citoyen.
- 4- Appel de l'intersyndicale interpro pour le 7 septembre.
- 5 et 6- Appel unitaire au 7 septembre dans la Fonction publique.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU-Aude. Conformément à la loi du 6/1/78, vous pouvez avoir accès aux informations vous concernant et les faire rectifier, en vous adressant à la FSU-Aude.

**Lundi 06 septembre,
Grève dans le second degré
à l'appel du Snes.
AG dans les établissements le matin,
AG départementale au lycée Jules Fil à 15 h.**

**Mardi 07 septembre,
Rassemblements :
à 9 h 30 Square A. Chénier de Carcassonne,
à 10 h Théâtre du pont de l'Avenir de Narbonne.
AG Éducation 8 h 30 Palais du Travail Narbonne.**

Lycées, collèges :
GRÈVE NATIONALE
LES 6 ET 7 SEPTEMBRE
éducation, emploi, salaires, retraites
à l'appel du Snes.

Une rentrée exceptionnelle !

Dans les collèges et les lycées, le lundi 6 septembre sera, après une demi-semaine consacrée à la prérentrée et à l'accueil des élèves par les professeurs principaux, le premier jour de fonctionnement normal des établissements. En somme le premier jour de la rentrée... En appelant les personnels à faire grève ce jour là et le lendemain, mardi 7 septembre, à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle, le SNES prend ses responsabilités en donnant à cette action un caractère exceptionnel. Il s'agit d'exprimer solennellement le rejet de la politique économique et sociale du gouvernement, qui se caractérise par une dénaturation organisée du service public mais aussi par un entêtement inimaginable face à la colère des personnels et des usagers.

La politique éducative de Luc Chatel frappe au coeur même de notre identité professionnelle et du service public d'éducation. Elle est emblématique d'une logique comptable et idéologique qui guide les attaques du gouvernement contre la fonction publique et s'exprime plus largement avec brutalité et cynisme dans les choix faits en matière d'emplois, de salaires, de retraites.

Ensemble, massivement, donnons-nous la force de changer le cours des choses.

Extrait du texte action du CDN du Snep du 27-28 Août.

Lundi 06 septembre : journée de grève dans le second degré, à l'initiative du Snes. Le Snep a déposé un préavis de grève. Il appelle les enseignants d'EPS des collèges et lycées à construire l'action avec l'ensemble des personnels, au sein des établissements scolaires et à participer à cette journée de grève partout où la mobilisation décidée collectivement s'avèrera importante, sans affaiblir celle du 07 septembre.

Une politique mortifère pour l'éducation

- ◆ Des suppressions massives d'emplois avec leurs conséquences sur l'emploi, la précarité et les conditions de travail ;
- ◆ le sacrifice de la formation professionnelle des enseignants ;
- ◆ l'imposition de méthodes managériales dans les établissements qui engendrent une réelle souffrance des personnels ;
- ◆ la réduction des horaires d'enseignement ;
- ◆ l'augmentation de la charge de travail des personnels et des glissements de missions qui dénaturent nos métiers ;
- ◆ la destruction du service public d'orientation scolaire ;
l'abandon du collège aux conséquences de la mise en oeuvre du socle commun et de son livret de compétences.

En grève le 6 septembre

pour imposer de l'ambition pour l'éducation et la relance de la démocratisation du second degré :

- ◆ l'arrêt des suppressions de postes et la mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de recrutements massifs ;
- ◆ l'abandon des réformes Chatel du lycée et de la gouvernance des établissements ;
- ◆ une autre formation des enseignants alliant élévation du niveau de recrutement et élévation de la qualité de la formation professionnelle ;
- ◆ la revalorisation des salaires et des métiers ;
- ◆ l'amélioration des conditions de travail et d'études ;
- ◆ le rétablissement de la carte scolaire repensée dans sa définition et sa mise en oeuvre ; une politique ambitieuse d'éducation prioritaire.

Combatifs et constructifs. Avec vous.

Le lundi 6 septembre,
AG le matin dans les établissements,
AG départementale à 15 h au lycée Jules Fil.
Conférence de presse sur la rentrée.

Appel Citoyen

Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité.

Les plus hautes autorités de l'État ont fait le choix de jeter à la vindicte publique des catégories entières de population : Gens du voyage accusés comme les étrangers d'être des auteurs de troubles, Français d'origine étrangère sur lesquels pèserait la menace d'être déchu de leur nationalité, parents d'enfants délinquants, etc. Voici que le président de la République accrédite aussi les vieux mensonges d'une immigration coûteuse et assimilée à la délinquance, et offre ainsi à la stigmatisation des millions de personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale.

Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche ne s'inscrit pas dans le débat légitime, dans une démocratie, sur la manière d'assurer la sûreté républicaine. Le nécessaire respect de l'ordre public n'a pas à être utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires. Ni pour instituer des peines de prison automatiques, contraires aux principes fondamentaux du droit pénal, à l'indépendance de la justice et à l'individualisation des peines.

La Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale, assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Nul, pas plus les élus de la nation que quiconque, n'a le droit de fouler au pied la Constitution et les principes les plus fondamentaux de la République.

Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile.

Nous appelons à une manifestation le samedi 4 septembre 2010, place de la République à Paris, à 14 h 00, et partout en France, afin de fêter le 140^e anniversaire d'une République que nous voulons plus que jamais, libre, égale et fraternelle.

Pour signer l'appel en ligne,

Voici le lien sur lequel vous trouverez l'Appel citoyen, à l'initiative de la LDH :

<http://www.nonalapolitiquedupilori.org>

A signer et faire signer massivement.

A propos des initiatives du 4 septembre, s'informer auprès des organisations locales sur les lieux et les horaires de rassemblement.

Adresses mail et sites:

Snuipp : snu11@snuipp.fr ;
site : <http://www.snuipp.fr/11>

Snes : snes.aude@wanadoo.fr ;
Site : <http://www.snes11.fr>

Sdu-Clias : sdu11fsu@cg11.fr

Fsu 11: fsu.aude@wanadoo.fr
ou fsu11@fsu.fr

A noter le nouveau site de la FSU 11:

<http://www.fsu11.fr>.

Sites nationaux :

<http://www.fsu.fr>
<http://www.snes.edu>
<http://www.snuipp.fr>

Permanences des syndicats de la FSU 11:

SNUipp (Tél-Fax : 04 68 72 04 76) : tous les
jours, sauf mercredi.

Snes (Tél-Fax : 04 68 25 99 48) :
Lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 17 h.
Sur Narbonne :

contact Dominique BLANCH
04 68 32 42 78 dominiqueblanch@free.fr

Sdu11-Clias (Tél-Fax : 04 68 11 64 34) :
du lundi au mercredi
et 04 68 71 88 91 au 42 rue Voltaire
à Carcassonne, jeudi et vendredi.

SNU-Pôle emploi : Zora BENKREIRA
06 23 21 33 08.

FSU 11 (Tél-Fax : 04 68 25 54 23) : lundi
et vendredi de 14 h à 17 h.

Le 7 septembre, mobilisation pour les retraites, l'emploi et les salaires.

Communiqué de **CFDT, CGC, CFTC, CGT, FSU, SOLIDAIRES , UNSA.**

Les organisations de la Fonction publique CFDT, CGC, CFTC, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA se sont réunies aujourd'hui et appellent, par un tract commun, l'ensemble des personnels à se mobiliser massivement, par la grève et les manifestations, le 7 septembre prochain.

Face au projet de loi portant réforme des retraites jugé inacceptable, à la politique de rigueur du gouvernement en terme d'emplois et de pouvoir d'achat, nos organisations estiment que des mobilisations d'ampleur sont nécessaires.

Nos organisations syndicales se réuniront dès le 9 septembre pour analyser la situation et décider des suites unitaires à donner rapidement dans le cadre des initiatives interprofessionnelles.

Paris, le 25 août 2010

Communiqué CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA Retraites : rien n'est joué ! Le 7 septembre, imposons nos revendications !

Après les fortes mobilisations du premier semestre, et notamment le 24 juin dernier, les multiples initiatives qui ont ponctué l'été, montrent la détermination des salariés à faire entendre leurs revendications et leurs propositions concernant le projet de réforme des retraites dont le contenu est injuste et inacceptable.

La période estivale a été marquée par la persistance de la crise économique et sociale - la situation du chômage s'aggravant encore notamment pour les jeunes - et par l'annonce de mesures de rigueur supportées essentiellement par l'ensemble des salariés. Le gouvernement poursuit une politique inadaptée en terme d'emplois et de pouvoir d'achat qui accroît les inégalités.

Au moment où le projet de réforme des retraites va être examiné par le parlement, les organisations syndicales rappellent leur ferme opposition à celui-ci. Cette réforme ne répond pas aux enjeux actuels. Les questions d'emploi notamment pour les jeunes et les seniors, celles des inégalités hommes-femmes, de la pénibilité, d'un financement durable appuyé sur une autre répartition des richesses produites, non seulement ne sont pas traitées, mais font porter à plus de 85% les efforts sur les salariés.

La remise en cause des 60 ans avec le report à 62 et 67 ans des âges légaux va fortement pénaliser les salariés et notamment ceux ayant commencé à travailler jeunes, ceux ayant des carrières chaotiques et incomplètes, en particulier les femmes.

Les organisations syndicales considèrent aujourd'hui que rien n'est joué et appellent tous les salariés du privé et du public, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités à poursuivre la construction d'une mobilisation de grande ampleur et à faire du 7 septembre prochain une journée massive de grèves et de manifestations.

Le gouvernement et les parlementaires doivent entendre la mobilisation des salariés et répondre à leurs revendications pour d'autres choix en matière de retraites, d'emploi et de pouvoir d'achat. Les organisations syndicales se réuniront dès le 8 septembre pour analyser la situation et décider des suites unitaires à donner rapidement à la mobilisation.

Le 23 août 2010

Fonction Publique... Fonction Publique... Fonction Publique... Fonction Publique...



Retraites, emploi, salaires : Le 7 septembre, se mobiliser ensemble !

La crise économique et sociale touche l'ensemble des salarié(e)s du public et du privé. Les personnels de la Fonction publique ne sont pas épargnés. La politique du gouvernement en matière d'emploi et de salaires confirme que la rigueur va encore accélérer la dégradation des services rendus aux usagers ainsi que les conditions de travail et de rémunérations des personnels.

Le projet de loi sur les retraites, conçu par le gouvernement sans tenir compte des critiques et propositions des organisations syndicales, annonce des reculs sociaux importants.

Retraites : des menaces pour toutes et tous, des spécificités pour la Fonction publique

Les salariés et la grande majorité de la population vont fournir 85% des efforts demandés. Dans le même temps, les entreprises, les hauts revenus, les revenus du capital sont cinq fois moins mis à contribution.

Nos organisations réaffirment leur opposition au projet de loi et exigent une autre réforme qui réponde aux enjeux actuels, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le maintien de l'âge légal à 60 ans et la réduction des inégalités.

Le 7 septembre, nos organisations appellent à se mobiliser massivement par la grève et les manifestations

Le report brutal des âges légaux va fortement pénaliser l'ensemble des personnels, en particulier ceux qui ont commencé à travailler jeunes autant que ceux entrés tardivement, qui ont des métiers usants et pénibles, qui ont des carrières chaotiques et incomplètes, notamment les femmes ayant eu des carrières discontinues et ceux qui devront attendre 67 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

Les fonctionnaires sont particulièrement touchés par :

- ◆ l'augmentation drastique du taux de cotisation,
- ◆ le relèvement de l'âge de départ et l'allongement de la durée de services pour les catégories actives,
- ◆ la remise en cause brutale de la mesure de départs anticipés pour motifs familiaux liée aux 15 ans de services et aux trois enfants,
- ◆ la restriction d'accès au minimum garanti.

**Nos organisations affirment que des solutions pérennes et solidaires
en matière de retraite sont possibles.**

**Elles refusent ce projet de loi qui va accentuer les inégalités
particulièrement Femmes - Hommes.**

Emploi, salaires : une situation qui ne cesse de se dégrader.

Le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux entraîne une accélération de la dégradation des services publics ainsi que des conditions de travail des personnels.

Cette politique de suppression d'emplois est aggravée par les attaques contre le Statut, par les effets de la Révision générale des politiques publiques, de la Réorganisation administrative territoriale de l'État, de la loi HPST et des réformes touchant les collectivités territoriales.

Nos organisations exigent :

- ◆ l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- ◆ la création des postes nécessaires pour répondre aux besoins de toute la population sur l'ensemble du territoire,
- ◆ un véritable plan de résorption de la précarité.

Au nom de la politique de rigueur et d'austérité, le gouvernement a gelé le salaire des fonctionnaires pour 2011. Les mobilisations l'ont empêché de revenir sur sa décision unilatérale de 2008, d'une augmentation de la valeur du point d'indice de 0,5% pour 2010.

Même si aucune décision n'a été annoncée pour 2012 et 2013, l'orientation gouvernementale de maintenir le gel est quasi certaine.

Le gouvernement s'obstine à ne pas reconnaître les pertes de pouvoir d'achat enregistrées depuis 2000 et le fait que le point d'indice soit l'élément central de nos revendications.

De plus, le budget de l'action sociale est rogné et les réformes du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence se feront au mieux à budget constant.

Fonction publique d'État :

Déjà 100 000 postes supprimés en 3 ans.

Encore 34 000 suppressions prévues en 2011.

**Hausse des cotisations (3%)
+ gel des salaires
+ baisse des prestations sociales**

**=
Accentuation de la perte de pouvoir d'achat.**

Déjà 9% depuis 2000.

- ◆ **Faire de l'emploi public une priorité, revaloriser les salaires et combler les pertes de pouvoir d'achat par l'augmentation du point d'indice et par une réelle politique d'action sociale.**
- ◆ **Réduire les inégalités et faire disparaître la précarité.**
- ◆ **Améliorer les conditions de travail, préserver et reconquérir des services publics de qualité et de proximité.**
- ◆ **Préserver notre système de retraite par une réforme qui prenne en compte toutes les solutions y compris celle du financement.**

Ce sont nos objectifs communs !

Avec l'ensemble des salariés du privé, nous appelons les personnels de la Fonction publique à se mobiliser le 7 septembre par la grève et les manifestations